KARIM TABBOU AU MEETING DU FFS :

«Le changement ne viendra pas des salons»

Le FFS a tenu hier son meeting dans une salle Atlas qui s'est avérée exiguë. Son secrétaire général a tenu à recadrer le débat : le changement ne viendra, dit-il, certainement pas des «réunions de salon».

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - Les militants du FFS ont dû patienter plus d'une heure avant de voir Karim Tabbou prendre la parole pour dire que son parti intervenait pour «donner du sens» et qu'il refusait d'aller «sur le terrain de la violence, là où le pouvoir excelle» lui préférant «l'éthique» là où d'autres «se suffisent de l'agitation».

La salle archicomble, chauffée à blanc, répondait au discours de Tabbou par des slogans chers au FFS. Les «pouvoir assassin» succédaient aux «FFS, yella yella» pendant que le numéro deux du parti exposait sa vision de ce que serait un changement pacifique de régime en Algérie.

Face à une salle acquise, il dira que «les choses bougent autour de nous et même chez nous. Si en haut, dans le pouvoir, les choses paraissent encore figées, en bas dans la société, les sentiments s'entremêlent entre bonnes volontés et incertitudes» au moment, poursuit-il, où certains «croient qu'il suffit d'une chiquenaude pour faire tomber les murs de la citadelle et cueillir le pouvoir, ses milliards, ses milices, son armée et ses services de sécurité».

Le mal est profond, dit-il, car «nous n'avons peut-être jamais au long de notre histoire connu une telle dislocation du lien de proximité, du lien social en général. Nous considérons comme prioritaire la reconstruction du lien entre les Algériens». Face aux changements qui secouent le monde, le secrétaire général du FFS considère que l'Algérie ne peut se positionner comme spectatrice.

«Le monde nouveau qui est en train de naître peut se faire avec nous mais il peut aussi se faire sans nous et contre nous», dit-il, avant d'ajouter qu'«il ne suffit pas de capter le changement, il faut le construire. A tout point de vue, nous vivons un moment historique et face à l'Histoire, la question de la responsabilité se pose à tous». Comment y arriver ? Le FFS a son idée. Il propose de «sortir de l'exclusion et de l'émeute» avec comme préalable, «la levée de tous les obstacles à la libre organisation et à la libre expression des Algériens, la levée du dispositif répressif des libertés publiques, associatives, syndicales non seulement au travers des dispositions légales et administratives mais aussi par un signal politique fort capable de restaurer la confiance perdue» car le FFS veut «une insurrection intelligente. L'insurrection que nous voulons, c'est celle des consciences, celle des volontés». C'est sur cette note que le FFS a terminé hier son meeting au cours duquel des responsables de partis maghrébins avaient pris la parole, estimant que l'année 2011 sera celle des peuples qui doivent impérativement prendre leur destin en main.

N. I.

Photo : Samir Sid

Karim Tabbou, secrétaire général du FFS.

GUELMA

Mechtas Medaouda et Bordj El-Gaïd : le ras-le-bol des habitants

Le chemin de wilaya 123, reliant la commune de Aïn Larbi à la ville de Guelma, a été bloqué cette semaine par les citoyens des mechtas Medaouda et Bordj El-Gaïd, distantes de 31 km du chef-lieu de wilaya.

Les protestataires déplorent l'isolement et l'enclavement de leurs zones d'habitation qui, selon eux, perdurent depuis des années. Ils se plaignent des conditions précaires de transport pour leurs déplacements quotidiens, notamment pour les enfants scolarisés.

«Nous vivons un véritable calvaire, surtout en hiver où les pistes rurales se transforment en bourbiers impraticables», nous diront les citoyens. Ces derniers interpellent les autorités locales afin de soulager leurs souffrances.

N. Guergour

UNIVERSITÉS

Les étudiants ne décolèrent pas

Les étudiants des différentes universités et des grandes écoles ne décolèrent toujours pas. Ils continuent de tenir des rassemblements de protestation devant le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique. Leur grève illimitée, affirment-ils, se poursuivra jusqu'à satisfaction de l'ensemble de leurs revendications.

Salima Akkouche - Alger (Le Soir) - Les étudiants continuent de se mobiliser pour faire aboutir leur plate-forme de revendications. Même si chaque université ou école a ses propres revendications, cela n'a pas empêché les étudiants de s'unir autour d'actions de protestation communes.

Un énième rassemblement de protestation a été tenu, jeudi, devant le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique. Selon Athmane, étudiant à l'USTHB (Alger), les étudiants «ne reculeront pas».

«Nous demandons d'être associés avec nos enseignants aux conférences nationales et régionales sur l'élaboration de nouveaux textes après que le décret présidentiel du 13 décembre 2010 portant classification des diplômes universitaires eut été abrogé. Un texte qui a consacré, entre autres, l'équivalence entre le diplôme d'ingénieur d'Etat, délivré après 5 ans d'études, et celui de master 1 que l'on obtient, dans le cadre du système LMD, après 4 ans d'études», a indiqué cet étudiant.

Selon ce dernier, les étudiants demandent une participation effective et ne comptent pas servir de «figurants». Et de poursuivre : «Même si l'on participe aux premières étapes de l'élaboration des textes, nous sommes exclus des phases décisives.»

Athmane fera remarquer que les examens sont boycottés alors que les vacances scolaires sont prévues dans une quinzaine de jours.

Ghilès, étudiant à l'Ecole préparatoire des sciences et techniques, dira que «les étudiants exigent des solutions radicales et non momentanées. Nous sommes contre les solutions de bricolage».

Yahia, délégué de l'Université de Boumerdès, a, pour sa part, rappelé que dimanche dernier, des délégués d'une vingtaine d'universités et d'écoles supérieures se sont réunis et ont voté à l'unanimité le maintien de la grève et des sit-in. «La grève se poursuivra jusqu'à satisfaction totale de nos revendications», a-t-il affirmé. Ces étudiants ont décidé d'envoyer une lettre au président de la République au cours de cette semaine pour lui exposer leurs préoccupations et demander à ce que les auteurs des violences contre les étudiants soient punis.

Les délégués des étudiants se réuniront, demain, pour décider des actions à venir. Une grève de la faim ainsi qu'un sit-in devant la présidence de la République ne sont pas à écarter.

S. A.

Photo : Samir Sid

La tension monte.